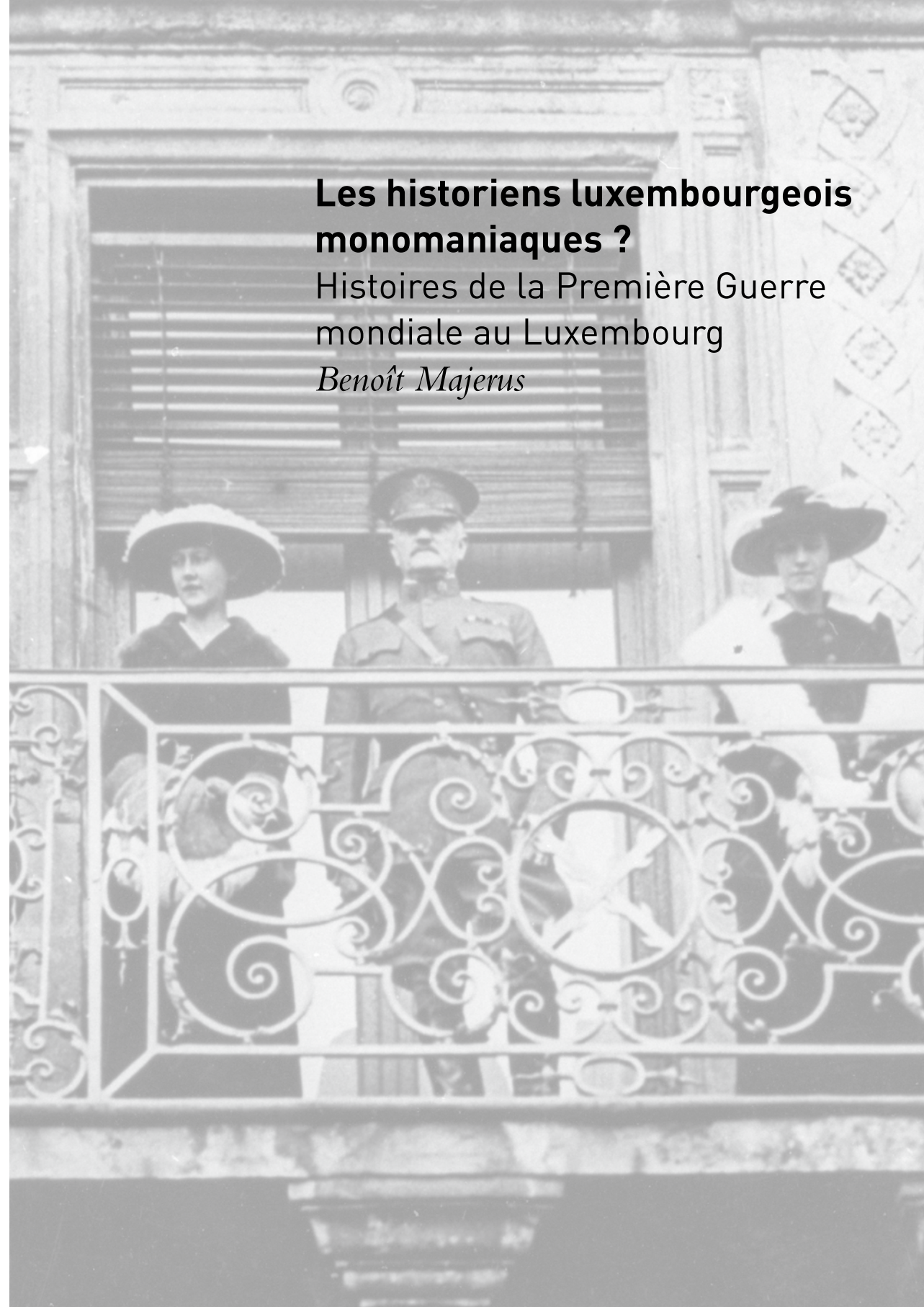


**Les historiens luxembourgeois
monomaniaques ?**

Histoires de la Première Guerre
mondiale au Luxembourg

Benoît Majerus



D'un point de vue historiographique, la Première Guerre mondiale appelée communément « la Grande Guerre » est plutôt une petite guerre au Luxembourg, et ce à deux niveaux. Elle est d'abord à l'ombre de la Deuxième Guerre mondiale qui s'est rapidement imposée en tant que matrice mémorielle et historiographique pour donner sens au 20^e siècle. Ensuite, les années de guerre sont généralement présentées comme un simple prélude aux bouleversements qui touchent la vie sociale et politique au Luxembourg dans l'immédiat après-guerre.

10 L'introduction du suffrage universel (1919), la question grand-ducale et le choix des Luxembourgeois pour la monarchie, la naissance des syndicats occupent le devant de la scène. Cette double mise à l'écart s'observe dans la recherche proprement dite où les thématiques non encore abordées sont nombreuses. Elle s'observe également dans les ouvrages plus généraux consacrés à l'histoire du Luxembourg. La Première Guerre mondiale y occupe une portion congrue. Si cette approche a eu des conséquences heureuses – notamment par le décloisonnement chronologique qui ne limitait pas la guerre aux années 1914–1918 – elle a en même temps détourné le regard de la guerre proprement dite. En se focalisant essentiellement sur les *Histoire du Luxembourg* qui ont été publiées depuis 1918, cet article propose un parcours à travers les différents récits qui existent sur ces quatre années d'occupation.

Défendre Marie-Adélaïde

Comme dans les autres pays, « la première écriture de l'histoire de la guerre est contemporaine, ou presque, des événements »¹. Plusieurs livres paraissent entre 1914 et 1918 qui racontent l'expérience de l'occupation. L'ingénieur et écrivain Alfons Ennesch publie en 1916 une petite brochure en Allemagne dans laquelle il défend l'action du gouvernement sans pour autant s'attaquer à l'Allemagne. Il s'agit en fait d'un plaidoyer timoré pour que le Luxembourg

puisse garder une sorte d'autonomie à la fin de la guerre, en cas de victoire de l'Entente. Dans les quelques ouvrages publiés par les Alliés, une toute autre histoire apparaît. Le Français André Weiss, membre de l'Académie des Sciences morales et politiques, utilise les événements des premiers mois de l'occupation luxembourgeoise pour démontrer dans un petit ouvrage publié en 1915 par Armand Colin que l'Allemagne n'a pas respecté le droit international. En 1916, Frédéric Van den Steen de Jehay, ministre résident de Belgique à Luxembourg avant la guerre, s'attaque dans un livre paru à Paris plus directement à l'attitude des élites politiques luxembourgeoises. Tout en épargnant Marie-Adélaïde, il reproche entre autres à Eyschen un manque de courage. Sans plaider ouvertement pour l'annexion du Luxembourg à la Belgique, l'auteur pose clairement la question de la légitimité de ce pays dont les autorités politiques se sont montrées très timorées pour défendre l'indépendance nationale.

En été 1918, au moment où la guerre entre dans sa phase décisive, Arthur Herchen publie la première version de son influent *Manuel d'histoire nationale*. Si dans cette première version, la guerre n'est pas explicitement présente – l'auteur termine son récit avec la prestation de serment de Marie-Adélaïde en 1912 – un court épilogue annonce sa narration à venir : « C'est dans le mutuel attachement du chef de l'État et du peuple, dans leur



La Grande-Duchesse Marie-Adélaïde en 1917

confiance réciproque et dans leur collaboration commune, que résident le bonheur et l'avenir d'une nation [...] le peuple luxembourgeois, dans les tragiques complications et les angoisses de l'heure présente, ressent plus que jamais le besoin de se serrer étroitement autour du trône, [...] il espère comme elle qu'avec l'aide de Dieu sa chère petite patrie, qui a subi les vicissitudes les plus diverses et les bouleversements les plus imprévus durant son existence politique dix fois séculaire, sortira, une fois encore, sain et sauf de l'épouvantable cataclysme qui, depuis près de quatre ans, ébranle toute l'Europe jusque dans ses fondements » (p. 154).

Vu sa proximité avec la cour grand-ducale, Herchen ayant été le précepteur de la future Grande-Duchesse Marie-Adélaïde et ayant été reçu à plusieurs reprises à la cour pendant la guerre, il n'est pas étonnant qu'il va se distinguer comme un de ses plus ardents défenseurs. Dans la deuxième édition de son *Manuel*, publié en 1929, il reprend une argumentation qu'il avait déjà formulée dans une introduction géographique et historique publiée en 1925² et qui se résume en trois points : le pays ayant été occupé par des troupes allemandes toutes puissantes, les autorités grand-ducales et politiques ne pouvaient pas faire preuve

de résistance ; ce sont les partis politiques et leurs conflits qui ont amené le pays au bord du gouffre, notamment en affaiblissant la Grande-Duchesse Marie-Adélaïde, garante de l'indépendance luxembourgeoise ; et c'est en « s'offrant elle-même en holocauste à la Patrie » (p. 167) que Marie-Adélaïde par sa démission et son départ à l'étranger sauve le Luxembourg qui risquait de tomber dans le giron de la France ou de la Belgique. Après la mort de Herchen en 1931, le *Manuel* est repris par un autre historien catholique, Nicolas Margue. S'il s'efforce de rendre le livre plus « scientifique » en augmentant le nombre de notes et de pages et en proposant une bibliographie plus détaillée, il reste néanmoins sur les traces de son prédécesseur et mentor en ce qui concerne le récit sur la Première Guerre mondiale. D'ailleurs, du côté de la presse catholique, cette troisième édition de l'ouvrage est justement accueillie d'une manière bienveillante pour la défense de la Grande-Duchesse Marie-Adélaïde et de l'action des autorités pendant l'occupation³.

Changements du récit dominant

En 1939, le monopole du *Manuel* comme seul récit national sur le marché éditorial est ébranlé par un jeune juriste : Paul Weber. Plutôt situé à gauche sur l'échiquier politique luxembourgeois, il sort une *Histoire du Grand-Duché de Luxembourg* qui change par de nombreux aspects le récit jusque-là dominant. Paul Weber décrit une partie de la population luxembourgeoise comme s'opposant à l'occupant que ce soient les légionnaires luxembourgeois dans l'armée française, des résistants comme Marcel Noppeney ou en relevant l'existence de services de renseignements au Luxembourg. L'argument selon lequel la coopération avec un occupant tout puissant était inévitable ne tient évidemment plus dans une telle optique. Deuxième changement, moins radical, la description du rôle de Marie-Adélaïde. Il ne la condamne pas explicitement⁴, mais explique davantage les raisons qui ont pu donner lieu à un climat de tensions.

Finalement, les mouvements révolutionnaires de 1918 et 1919 ne sont pas directement condamnés. Ainsi si Herchen utilise le terme de « révolution communiste » pour intituler les remous de novembre 1918, Weber parle de « révolution sociale » (p. 94).

Après 1945, la Deuxième Guerre mondiale va dominer l'espace mémoriel et historiographique, pour autant que les historiens luxembourgeois osent s'aventurer dans les méandres de l'époque contemporaine. Le précité *Manuel* qui comptera encore cinq éditions entre 1945 et 1972 restera fidèle au message initial porté par Arthur Herchen. Certes les auteurs ne se limitent plus à une simple histoire politique mais intègrent quelques éléments d'histoire sociale mais le gros de cette histoire de la Grande Guerre est consacrée à l'immédiat après-guerre où les formulations de Herchen sont souvent reprises telles quelles. Le développement des partis politiques n'est plus présenté comme une évolution regrettable mais Marie-Adélaïde continue à être présentée comme une victime.

Contrairement à d'autres pays où l'historiographie a été partiellement renouvelée grâce à des intervenants venant de l'extérieur, peu d'historiens étrangers se sont intéressés à cette période de l'histoire luxembourgeoise. Le projet lancé par la Dotation Carnegie dans l'entre-deux-guerres qui rassemblera 150 volumes sur une quinzaine de pays⁵, ne consacre aucun ouvrage au Luxembourg. Même l'historiographie allemande est peu prolixe sur ces années. Tout de suite après la guerre, le juriste Wolfgang Mettgenberg qui semble avoir occupé une fonction dans l'administration du Luxembourg entre 1914-18, livre une justification *a posteriori*. Le Luxembourg y est décrit comme un pays culturellement allemand ayant bénéficié économiquement de son intégration dans le Zollverein⁶. Ses deux articles s'inscrivent dans une littérature grandissante qui vise à récuser les accusations comme quoi l'Allemagne aurait été la principale responsable de la Première Guerre mondiale et aurait agi contre le droit international. Mais dans le contexte plus large de cette

« guerre des mots », le Luxembourg ne joue pas un rôle très important. La « Westforschung » des années 1930 s'intéressera surtout à des périodes plus anciennes de l'histoire luxembourgeoise⁷. Si l'occupant allemand réécrit des parties de l'histoire nationale pendant les années 1940-45⁸, la Première Guerre mondiale n'en fait pas partie. Et lors de la controverse de Fischer dans les années 1960 qui porte sur la responsabilité de l'Allemagne impériale dans le déclenchement de la Grande Guerre, le Luxembourg ne joue pas un rôle important dans l'argumentaire des adeptes et des adversaires des thèses de l'historien allemand Fritz Fischer. Et si l'occupation est devenue aujourd'hui un sujet en vogue dans l'historiographie allemande de la Première Guerre mondiale, celle du Luxembourg n'a pas encore attiré l'attention.

Ouvertures historiographiques

C'est donc de l'intérieur du pays que viendra le changement. Avec la publication d'une des premières histoires économiques du Luxembourg en 1950, Paul Weber va considérablement élargir la focale historiographique. Non sans relents antisémites⁹, le récit du juriste se résume par un bilan très noir pour l'économie luxembourgeoise. Les quatre années de guerre apparaissent comme un moment où la vie économique ralentit très fortement. La question d'une éventuelle coopération avec les efforts industriels de guerre allemands n'est pas abordée. Mais cette première tentative restera longtemps sans véritable écho.

Ce n'est qu'à partir des années 1970, que d'autres récits vont devenir audibles. D'abord dans un article imposant et inégalé jusqu'à aujourd'hui Gilbert Trausch va remettre l'histoire sociale sur le devant de la scène historiographique¹⁰. À partir d'un travail archivistique conséquent, Trausch écrit une histoire politique des mouvements sociaux luxembourgeois et notamment des syndicats qui naissent durant cette période. C'est la première fois que la guerre apparaît comme un moment qui bouleverse profondément les équilibres de la société

libérale du 19^e siècle. L'importance de l'État notamment dans la gestion des relations entre employeurs et employés y trouve son origine. Pour Trausch, ni les représentations ouvrières ni le patronat ne succombent à des solutions extrêmes malgré les difficultés sociales et réussissent à maintenir un certain dialogue social. Pour l'auteur, le Luxembourg sort finalement « assagi » de cette guerre qui se prolonge sur le terrain de la politique intérieure jusqu'en 1921. Il en tire la conclusion que pour le Luxembourg « la seule solution valable se trouve dans la voie de la négociation et du compromis » (p. 116). Cette volonté d'inscrire la Première Guerre mondiale dans l'histoire sociale est également perceptible dans ce même ouvrage et qui vise à remplacer le *Manuel* de Herchen. Certes le nouveau manuel scolaire composé de quatre volumes est également écrit par des historiens issus du milieu catholique mais un autre regard s'impose. Dans la partie consacrée à la Première Guerre mondiale, écrite par Gilbert Trausch, les traditionnelles questions autour de la Grande-Duchesse sont présentes mais la question sociale est également abordée. Trausch choisit comme seule illustration de cette partie une photo qui montre une cuisine populaire en 1915. Sans condamner la position du gouvernement et de la Grande-Duchesse il souligne que l'option politique poursuivie, qualifiée « d'accommodements », « joue essentiellement en faveur de l'Allemagne »¹¹. Par la suite, l'histoire sociale disparaîtra de son récit. Dans son *Histoire du Luxembourg* de 2002, le mot « ravitaillement » n'apparaît plus. Par contre, son regard devient plus critique par rapport aux autorités politiques. Il parle de « compromissions » et s'il défend la Grande-Duchesse du reproche d'une trop grande germanophilie, il qualifie sa politique de « rétrograde en exerçant plus strictement les prérogatives que la Constitution de 1868 lui accorde »¹². Trois ans plus tard, il publie un article qui rappelle celui de 1974 par l'envergure mais qui montre également son déplacement d'intérêt : l'histoire sociale en 1974, l'histoire politique et diplomatique en

2005. Sa position devient encore plus critique vis-à-vis du gouvernement luxembourgeois notamment face à Paul Eyschen¹³.

À côté de Gilbert Trausch, un autre historien va, grâce à un retour aux archives, approfondir les connaissances sur la Première Guerre mondiale. Christian Calmes qui poursuit l’œuvre de son père Albert Calmes visant à écrire une histoire politique du Luxembourg, va consacrer une part importante de ses recherches à la Grande Guerre. Il s’intéressera essentiellement à deux phénomènes : d’un côté l’annexionnisme belge¹⁴ et d’un autre côté le référendum de septembre 1919¹⁵. Les relations internationales ainsi que la place que le Luxembourg y occupe se trouvent au centre de ses ouvrages. Pour Calmes le référendum de 1919 est la preuve que le Luxembourg entre dans une certaine normalité européenne parce que la forme de l’État-nation grand-ducal a été légitimée par un vote populaire : « Comme tout autre État européen, le Luxembourg existait à partir de cette époque par sa simple volonté d’exister ». ¹⁶ S’il défend plutôt le rôle de la monarchie – tout affaiblissement de celle-ci est considéré comme un danger pour l’indépendance du pays – il est critique par rapport à la politique d’accommodement choisi par Eyschen et la classe politique en général.

À côté de l’œuvre de Gilbert Trausch et de Christian Calmes, d’autres travaux sont publiés à partir des années 1970 sur la Première Guerre mondiale. Cette période profite d’une manière générale de la naissance d’une histoire de l’époque contemporaine, phénomène généralisé en Europe, mais dont on sent également un frémissement au Grand-Duché. Des recherches d’histoire militaire comme les livres très détaillés d’Émile-Théodore Melchers sur août 1914 et les bombardements côtoient des recherches d’histoire sociale que ce soit le ravitaillement ou la mortalité. De nombreuses contributions se retrouvent également dans des livres commémoratifs pour l’anniversaire d’une ville, d’une harmonie municipale, d’un club sportif...

Mais la production historiographique sur ces quatre années de guerre reste relativement modeste notamment lorsqu’on compare la place accordée à la Deuxième Guerre mondiale. Cette faiblesse devient très visible lorsqu’on s’intéresse aux mémoires de fin d’études et aux thèses réalisés à l’Université du Luxembourg et à l’étranger et portant respectivement sur les années 1914-18 et 1940-45.

Mémoires de fin d’études et thèses consacrés à la Première et Deuxième Guerre mondiale au Luxembourg¹⁷

	Mémoires de fin d’études	Thèses de doctorat
Première Guerre mondiale	3	0
Deuxième Guerre mondiale	37	5

Deux récentes introductions à l’histoire luxembourgeoise permettent de résumer l’état actuel de l’historiographie luxembourgeoise sur la Première Guerre mondiale. Jean-Marie Kreins qui enseigne l’histoire à l’Institut national d’Administration publique se limite à une histoire politique des événements et produit un récit très légitimiste. Il prend la défense et du gouvernement luxembourgeois et de la Grande-Duchesse Marie-Adélaïde. Michel Pauly limite son propos également à une analyse politique qui se concentre essentiellement sur la question de survie de l’État luxembourgeois face aux plans d’annexion de l’Allemagne.

L’historiographie luxembourgeoise sur la Grande Guerre reste donc aujourd’hui confrontée à deux défis majeurs. D’une part, elle semble avoir du mal à se défaire d’une approche moralisante. La posture de l’historien-juge qui essaie de dédouaner ou d’inculper les élites politiques et économiques de l’époque se fourvoie dans des considérations anachroniques¹⁸. D’autre part, elle devra replacer ces années au centre d’une réflexion sur le court 20^e siècle au Luxembourg et faire entendre son récit dans une historiographie internationale.

1 BENVINDO B. et MAJERUS B., « Histories and memories. Narrating the Great War in Belgium 1914-2013 », Writing War History. Hundred Years of Historiography on the First World War, New York, Berghahn Books, sous presse.

2 HERCHEN A., Le Grand-Duché de Luxembourg. Historique et géographique, 10^e éd. ornée de gravures et d’une carte, Luxembourg, Gustave Soupert, 1925.

3 *Luxemburger Wort*, 21 avril 1934.

4 Le livre est d’ailleurs publié par Victor Buck, imprimerie de la Cour : WEBER P., Histoire de l’économie luxembourgeoise publiée à l’occasion du centenaire de la Chambre de commerce, Luxembourg, Victor Buck, 1950.

5 CHATRIOT A., « Comprendre la guerre. Histoire économique et sociale de la guerre mondiale. Les séries de la Dotation Carnegie pour la Paix internationale », Histoire culturelle de la Grande Guerre, Paris, Armand Colin, 2005, p. 33-44.

6 METTGENBERG W., « Luxembourg. Juristisch-politische Kriegserinnerungen », *Zeitschrift für Völkerrecht*, XI, n° 1, 1918, p. 20-44. ; METTGENBERG W., « Luxembourg. Juristisch-politische Kriegserinnerungen », *Zeitschrift für Völkerrecht*, XI, n° 4, 1919, p. 409-460.

7 THOMAS B., Le Luxembourg dans la ligne de mire de la Westforschung, 1931-1940. La « Westforschung » et l’« identité nationale » luxembourgeoise, Luxembourg, Fondation Robert Krieps, 2011.

8 PÉPORTÉ P. et al., Inventing Luxembourg. Representations of the past, space and language from the nineteenth to the twenty-first century, Leiden, Brill, 2010, p. 104-106 ; le spécialiste allemand de l’histoire luxembourgeoise de l’époque Paul Hermann Ruth constate que ces quatre ans ont contribué à éloigner les Luxembourgeois encore davantage du « Deutschtum » ; RUTH P. H. et al., Luxemburg, Breslau, F. Hirt, 1942, p. 38.

9 « Le trafic des denrées se trouva organisé sur un plan presque scientifique par des nuées d’étrangers qui, à la faveur de l’occupation, s’étaient abattus de la lointaine Galicie sur le Luxembourg » , WEBER P., Histoire de l’économie luxembourgeoise, op. cit., p. 242.

10 TRAUSCH G., « Contributions à l’histoire sociale de la question du Luxembourg. 1914-1922 », *Hémecht*, n° 1, 1974, p. 5-118.

11 TRAUSCH G., Le Luxembourg à l’époque contemporaine (du partage de 1839 à nos jours), Luxembourg, Ministère de l’Éducation, coll. Manuel d’histoire luxembourgeoise, n° 4, 1975, p. 127.

12 TRAUSCH G. et al., Histoire du Luxembourg. Le destin européen d’un « petit pays », 2^e éd., Toulouse, éd. Privat, 2003, p. 238.

13 TRAUSCH G., « La stratégie du faible. Le Luxembourg pendant la Première Guerre mondiale (1914-1919) », Le rôle de la place des petits pays en Europe au XX^e siècle, Baden-Baden, Nomos, 2005, p. 47-176.

14 CALMES C., Le Luxembourg au centre de l’annexionnisme belge. 1914-1919, Luxembourg, éd. Saint-Paul, 1976.

15 CALMES C., 1919. L’étrange référendum du 28 septembre, Luxembourg, éd. Saint-Paul, 1979.

16 Il est intéressant de voir que pour d’autres, le soi-disant référendum de 1941 est la preuve définitive que le Luxembourg veut exister comme pays indépendant.

17 Pour une liste détaillée des mémoires et des thèses sur les deux guerres mondiales: MAJERUS B., « WW1 – WW2 in Luxembourgish historiography 3:42 », <http://majerus.hypotheses.org/919> (consulté le 11 avril 2014).

18 Ceci reste également valable pour les années 1940-45 où le même problème subsiste.